

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION



**DRAC Ile-de-France**  
**Restauration du lavoir et démolition du bâtiment du gardien**  
**Couvent des Cordelières – 15, rue André-François Poncet à Provins (77)**

<b>Coordonnateur SPS en phase Conception</b> Nom : Jonnathan HIVANHOE Mail : jonnathan.hivanhoe@btp-consultants.fr Mob : 06 85 84 81 11		<b>Agence : Paris Est CSPS</b> Le Central II – 460 La Courtine 93194 NOISY-LE-GRAND Cedex Tél : 01.55.85.16.40
<b>Coordonnateur SPS en phase Conception</b> Nom : Jonnathan HIVANHOE Mail : jonnathan.hivanhoe@btp-consultants.fr Mob : 06 85 84 81 11		<b>Agence : Paris Est CSPS</b> Le Central II – 460 La Courtine 93194 NOISY-LE-GRAND Cedex Tél : 01.55.85.16.40
<b>Aff. : C-CNLG-2024-30-197633</b>	<b>Date : 14.08.2024</b>	<b>Catégorie de l'opération : 2</b>

Date	Modifications apportées – harmonisation des PPSPS

## SYNTHÈSE DE L'ORGANISATION DE CHANTIER

### PARTICULARITÉS DE L'OPÉRATION

<b>Contraintes spécifiques</b>	Interdictions : <b>à préciser par le MOA et MOEX</b> Contraintes techniques : <b>à préciser par le MOEX</b>
<b>Interactions sur le site</b>	Co-activité : Travaux en milieu occupé Enchaînement des tâches : <b>à préciser dans le planning MOEX</b> Avoisinants : <b>à préciser sur le PIC</b>
<b>PC sécurité / Permis Feu</b>	Téléphone : <b>à préciser dans le PPSPS</b> Accès par : <b>à préciser dans le PPSPS</b>

<b>COVID-19</b>	<b>Prestations à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Référent COVID Chantier : <b>à préciser dans le PPSPS</b></li> <li>➤ Affichage des consignes : <b>à préciser dans le PPSPS</b></li> <li>➤ Aménagement des cantonnements : <b>à préciser dans le PPSPS</b></li> <li>➤ Nettoyage : <b>à préciser dans le PPSPS</b></li> <li>➤ Cheminements à sens unique : <b>à préciser sur le PIC</b></li> <li>➤ Points d'eau extérieurs : <b>à préciser sur le PIC</b></li> <li>➤ Nettoyage des équipements en commun : <b>à préciser dans le PPSPS</b></li> </ul>	

### PIC

<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Réalisés pour la phase : Désamiantage - Démolition, restauration</li> <li>➤ Mis à jour le : À TRANSMETTRE</li> </ul>
---

## RÉSEAUX

### DICT

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01**

Contraintes issues des documents reçus : **à préciser dans le PPSPS**

### Consignations

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01**

Réseaux consignés : **à préciser dans le PPSPS**

Chargé de consignation : **à préciser dans le PPSPS**

Réseaux actifs : **à préciser dans le PPSPS**

### Eau potable de chantier de base

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01**

Emplacement de la vanne d'arrêt générale : **à préciser sur le PIC**

### Eau potable complémentaire

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01**

Emplacement des robinets de puisage : **à préciser sur le PIC**

### Électricité de chantier de base

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01**

Emplacement de l'armoire principale : **à préciser sur le PIC**

### Électricité complémentaire

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01**

Type de coffrets et répartition : **à préciser dans le PPSPS**

## INSTALLATIONS DE CHANTIER

### Clôtures de chantier

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01**

En limite de l'emprise :  
 À l'intérieur de l'emprise

### Accès piétons

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01**

Accès à l'emprise par portillon et cadenas : clef fournie sur demande par : **à préciser dans le PPSPS**  
 Accès à l'emprise par portillon et cadenas : code : **à préciser dans le PPSPS**  
 Accès à l'emprise par tourniquet et badge : établi sur demande, par : **à préciser dans le PPSPS**

### Cantonnements

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01**

Capacité d'accueil : nombre de vestiaires : **à préciser dans le PPSPS**  
 Installés dans les bungalows, situés : **à préciser sur le PIC**  
 Installés dans des unités autonomes, situées : **à préciser sur le PIC**

### Nettoyage de chantier

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01**

Jours de la semaine : **à préciser dans le PPSPS**

### Accès véhicules – Livraisons

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01**

Type de portail ouvrant, coulissant, sur charnières ; chainettes ; largeur libre : **à préciser dans le PPSPS**  
 Accès en marche avant, en marche arrière  
 Sortie en marche avant, en marche arrière  
 Dimensions approximatives de la plateforme : **à préciser dans le PPSPS**  
 Limite de charge : **à préciser dans le PPSPS**  
 Présence de quais de déchargement ; caractéristiques : **à préciser dans le PPSPS**  
 Conditions de roulage des charges jusqu'aux zones de stockage : **à préciser dans le PPSPS**  
 Conditions de roulage des charges depuis les zones de stockage jusqu'aux postes de travail : **à préciser dans le PPSPS**

### Aire de lavage/nettoyage

**Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01**

Emplacement : **à préciser sur le PIC**  
 Véhicules concernés : **à préciser dans le PPSPS**  
 Pendant toute la durée de la phase : Démolition

## CIRCULATIONS PIÉTONS ET VÉHICULES

<b>Ouverture/fermeture du chantier</b>	Horaires : <b>à préciser par le MOA</b> Qui ouvre, qui ferme : <b>à préciser par le MOA</b> Procédure pour heures supplémentaires : <b>à préciser dans le PPSPS</b> Travaux le samedi : <b>à préciser dans le PPSPS</b> Travaux le Dimanche : <b>à préciser dans le PPSPS</b>
--	---

<b>Cheminements sécurisés piétons</b>	<b>Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01</b>
Cheminement entre base-vie et bâtiments sécurisé par : <b>à préciser dans le PPSPS</b> Cheminement à l'intérieur des locaux sécurisé par : <b>à préciser dans le PPSPS</b>	

## STOCKAGE

<b>Aires de stockage - magasins</b>	<b>Prestation à la charge des lots concernés</b>
Sur terre-plein, en extérieur : lot : <b>à définir</b> ; emplacement délimité par : <b>à préciser</b>	

## ÉVACUATION DES DÉCHETS ET MATÉRIAUX DANGEREUX

<b>Bennes de chantier</b>	<b>Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01</b>
En phase curage/déconstruction : emplacement <b>à préciser</b> ; chargement par : <b>à préciser dans le PPSPS</b> En phase gros-œuvre : emplacements <b>à préciser</b>	

## ÉCHAFAUDAGES

<b>Echafaudages de pied</b>	<b>Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01</b>
Mise en commun pour les lots : Curage/Désamiantage Phasage, durée : <b>à préciser</b> Levage associé : <b>à préciser</b> Sapine d'accès : <b>à préciser</b> Protections collectives pendant les travaux de : <b>à préciser</b>	

## PROTECTIONS COLLECTIVES

Protections collectives provisoires, et conditions de remplacement par les définitives	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire des lots concernés
<p><b>1 - Bord de fouilles : lot 01</b> Les protections seront constituées de lisses métalliques prises sur potelets métalliques.</p> <p><b>2 - Remblaiement périphérique : lot 01</b> Réalisée par : à préciser Date prévisionnelle : à préciser</p>	

## SECOURS

Organisation des secours	Procédure d'évacuation des blessés : <b>à préciser dans le PPSPS</b> Point de rassemblement : <b>à préciser sur le PIC</b> Accueil des secours par : <b>à préciser dans le PPSPS</b>
Sauveteurs Secouristes - SST	Prestation à la charge des entreprises titulaires des lots ci-dessous
Gros-Œuvre : <b>à préciser dans le PPSPS</b> Désamiantage : <b>à préciser dans le PPSPS</b> Démolition : <b>à préciser dans le PPSPS</b>	

## SOMMAIRE


<b>SYNTHÈSE DE L'ORGANISATION DE CHANTIER</b>	2
<b>SOMMAIRE</b>	7
<b>RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF</b>	9
1. Coordonnées des intervenants	9
2. Description sommaire de l'opération	10
3. Planning prévisionnel	10
4. Catégorie de l'opération	10
5. Diagnostics établis préalablement aux travaux	10
6. Mode de consultation des entreprises et allotissement	10
<b>MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR</b>	11
1. COVID-19	11
2. Autorisation administratives	11
3. DT/DICT	12
4. Plan d'installation de chantier	13
5. Cantonnements	13
6. Bureaux de chantier	14
7. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier	14
8. Repérage - Consignation des réseaux existants	14
9. Électricité provisoire de chantier	15
Installation électrique de base à créer	15
Installation électrique complémentaire à créer	15
10. Eau potable du chantier	15
Installation de base	15
Aire de lavage du chantier	15
11. Nettoyage du chantier	16
12. Nettoyage des bureaux et cantonnements	16
13. Clôtures de chantier	16
Clôtures de chantier	16
14. Circulations horizontales des piétons	17
15. Circulations des véhicules et engins	17
16. Aire de livraison	17
17. Zones de stockage	17
18. Échafaudages	17

<b>MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ, ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT .....</b>	<b>19</b>
1 Accueil sur site et formation.....	19
2 Registre de Sécurité .....	19
3 Protections collectives provisoires.....	20
5 Terrassement.....	20
6 Terres polluées .....	20
7 Plomb .....	21
8 Amiante .....	22
10 Zoonose .....	22
11 Curage– déconstruction.....	23
12 Démolitions .....	23
13 Protections collectives provisoires contre le bruit.....	25
18 Protection contre l'incendie.....	25
19 Mise en œuvre de produits dangereux - Gaz d'échappement .....	26
<b>SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS EN EXPLOITATION .....</b>	<b>27</b>
1. Activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel est implanté le chantier .....	27
<b>MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS .....</b>	<b>28</b>
1. Autorité et moyens donnés au CSPS par le Maître d'Ouvrage .....	28
2. Conditions de coopération avec le CSPS.....	28
3. Visite d'Inspection Commune- P.P.S.P.S. ....	29
4. Modalités de coopération entre entrepreneurs, employeurs, travailleurs indépendants.....	29
5. Enchaînement des tâches .....	29
6. Travaux superposés .....	30
7. Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention .....	30
8. Non-respect des dispositions du Code du Travail .....	30
<b>ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>31</b>
1. Procédures - Accès.....	31
2. Téléphone .....	31
3. Sauveteurs Secouristes du Travail .....	31
4. Trousses de secours.....	31
5. Zone de rassemblement .....	31
<b>AFFICHAGE DE SÉCURITÉ .....</b>	<b>32</b>
<b>DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SÉCURITÉ .....</b>	<b>33</b>





## RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF


### 1. Coordonnées des intervenants


Maître d'Ouvrage	Adresse	Représentant	Téléphone
 <p>PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE</p> <p>Direction régionale des affaires culturelles d'Île-de-France</p>	47, rue Le Peletier 75009 PARIS	<b>Mr LEGROS</b> ✉ : <a href="mailto:jonathan.legros@culture.gouv.fr">jonathan.legros@culture.gouv.fr</a> <a href="http://v.fr">v.fr</a>	☎ : 01 56 06 50 74

Maitre d'œuvre	Adresse	Représentant	Téléphone
ACMH	2 rue de Fleury 77300 FONTAINEBLEAU	M. Michel TRUBERT	☎ :

Coordonnateur SPS	Adresse	Représentant	Téléphone
	Agence Paris Est CSPS Le Central II – 460, La Courtine 93194 NOISY- LE-GRAND Cedex	<b>M. Jonnathan HIVANHOE</b> ✉ : <a href="mailto:Jonnathan.hivanhoe@btp-consultants.fr">Jonnathan.hivanhoe@btp-consultants.fr</a>	☎ : 01 55 85 16 40 ☎ : 01 55 85 16 42 ☎ : 06 85 84 81 11

DRIEETS	Adresse	Représentant	Téléphone
 <p>PRÉFET DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE</p> <p>Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités</p>	Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Seine-et-Marne UC 4 – Section 6 Cité Administrative - Bât C 20, quai Hippolyte Rossignol 77011 MELUN Cedex	<b>Mme Armelle LE LAY</b> ✉ : <a href="mailto:ddets-uc4@seine-et-marne.gouv.fr">ddets-uc4@seine-et-marne.gouv.fr</a>	☎ : 01 64 41 28 24

C.R.A.M.I.F.	Adresse	Représentant	Téléphone
 <p>Assurance Maladie d'Île-de-France</p>	104, allée des Amaryllis 77190 DAMMARIÉ-LES-LYS	<b>Mme Céline IM SAROEUN</b> ✉ : <a href="mailto:prevention77.cramif@assurance-maladie.fr">prevention77.cramif@assurance-maladie.fr</a>	☎ : 01 44 65 18 18

O.P.P.B.T.P.	Adresse	Représentant	Téléphone
 <p>La prévention BTP</p>	1, rue Heyrault 92260 BOULOGNE- BILLANCOURT Cedex	<b>Mme Candice BRANDALISE</b> ✉ : <a href="mailto:candice.brandalise@oppbtp.fr">candice.brandalise@oppbtp.fr</a>	☎ : 01.40.31.64.00 ☎ : 01.40.30.57.97 ☎ : 06 17 36 37 20

## 2. Description sommaire de l'opération

Le projet prévoit le désamiantage de la démolition du bâtiment dit « du gardien », ainsi que la démolition du bâtiment jouxtant le lavoir.

Le lavoir sera restauré.

## 3. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 6 mois
- Démarrage prévisionnel : Courant 2024
- Effectif prévisionnel : En moyenne : 6 personnes  
: En pointe : 8 personnes

## 4. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en 2<sup>ème</sup> catégorie.

## 5. Diagnostics établis préalablement aux travaux

OBJET	RAPPORT	POINTS DE VIGILANCE
Amiante	DTA EXPERT HOME 24/06/2016	<b>PRÉSENCE D'AMIANTE :</b> Conduit en fibre ciment (RDC - AILE C - EXTÉRIEUR - FAÇADE) Conduit fibre-ciment vertical (RDC - AILE C - LOCAL SURPRESSEUR) Conduit en fibre ciment vertical (R+2 - AILE C - COMBLE 1) Conduit en fibre ciment vertical (R+2 - AILE C - COMBLE 1) Conduit en amiante ciment Ep (RDC - AILE G - EXTÉRIEUR - FAÇADE) Conduit en amiante ciment Ep (RDC - AILE G - EXTÉRIEUR - FAÇADE) Conduit de chauffage (RDC - AILE H - CHAUFFERIE) ➤ Des matériaux et produits contenant de l'amiante après analyse en laboratoire (dans le cadre d'avant travaux) : Chape maigre + Colle chapée (R+1 - AILE G - WC 1)
Plomb	À TRANSMETTRE	
Termites	À TRANSMETTRE	

## 6. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Entreprise Générale, et alloti comme suit :

LOT N° 01: INSTALLATIONS DE CHANTIER - ECHAFAUDAGES - MACONNERIE PIERRE DE TAILLE  
 LOT N° 02: DEPOLLUTION – DEMOLITION

# MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

## 1. COVID-19

L'organisation de chantier comme le planning devront obligatoirement intégrer les préconisations figurant dans le « Guide de préconisation de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus COVID-19 » établi par l'OPPBTP, agréé par les ministères de la Transition écologique et solidaire, de la Ville et du Logement, des Solidarités et de la Santé, et du Travail.

L'organisation de chantier devra notamment intégrer, sans que cette énumération ne soit limitative :

- La nomination d'un référent COVID-19 du chantier ;
- La nomination d'un référent COVID-19 par entreprise, y compris sous-traitant, prestataire, etc... ;
- L'affichage de consignes, pictogrammes, etc... dédiés au COVID-19, dans chaque bungalow composant les cantonnements ;
- La mise en place d'un registre de sécurité dédié au COVID-19, dans lequel seront reportées de façon journalière les dispositions organisationnelles prises, entre référents COVID-19, pour éviter la proximité des postes de travail, les cheminements, etc... ;
- La mise en œuvre de cantonnements intégrant les mesures de distanciation sociale : éloignement des armoires vestiaires, des lavabos, des urinoirs, des tables et des chaises, etc... Idem pour les bureaux et salle de réunion, dont la configuration tiendra compte des impératifs de distanciation sociale ;
- La mise en place d'une équipe de nettoyage, en charge d'effectuer autant que de besoin le nettoyage des , portails, cantonnements, et de tous équipements utilisés en commun par les intervenants : mains courantes, interrupteurs, boutons d'appel, appareils de levage, etc... ;
- La mise en place de cheminements à sens unique, évitant le croisement des intervenants lors de leurs déplacements ;
- La mise en place d'au moins deux points d'eau extérieurs, sous abri, avec savon et rouleau de papier jetable, poubelle étanche, permettant, au plus près des postes de travail repérés préalablement, un nettoyage fréquent des mains et du visage ;
- Le nettoyage des équipements pouvant être utilisés successivement par plusieurs intervenants : cabines d'engins ou de soudure, quais de déchargement, nacelles, etc... ;
- Le nettoyage, par chaque entreprise, du matériel utilisé par ses équipes.

## 2. Autorisation administratives

Les demandes d'autorisations administratives nécessaires avant démarrage des travaux porteront sur :

- La modification de la circulation des piétons autour de l'emprise ;
- La modification du panneautage routier au droit des accès chantier;
- Le raccordement aux réseaux publics ;

### 3. DT/DICT

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.

Tout personnel intervenant à proximité de réseau devra être en possession de l'AIPR profil « opérateur » délivrée par son employeur ; au moins un salarié devra être en possession de l'AIPR profil « encadrant ».

Conformément aux dispositions du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité de réseaux, fascicule 1, version 1, l'entreprise doit :

- a) Prendre en compte l'ensemble des éléments fournis dans le DCE par le MOA concernant notamment les réponses aux DT et les résultats des éventuelles investigations complémentaires ou opérations de localisation ;
- b) Avant l'exécution des travaux :
  - Soit consulter le téléservice (après inscription) du guichet unique en indiquant la zone d'emprise des travaux envisagés (adresse, plan), préalablement à tout travaux et faire une DICT auprès de chaque exploitant indiqué par le guichet unique ;
  - Soit saisir sa DICT directement auprès d'un prestataire d'aide ayant signé une convention avec l'inéris ;
  - Soit saisir sa DICT, à partir des coordonnées des exploitants obtenues en mairie.
- c) Prendre en compte les clauses techniques et financières particulières fixées dans le marché s'il n'a été réalisé en phase projet ni investigations complémentaires ni opérations de localisation
- d) Prendre en compte l'ensemble des réponses faites par les exploitants aux DICT pour la préparation du chantier ;
- e) Ne pas commencer les travaux avant de s'être fait communiquer les récépissés de DICT de tous les exploitants de réseaux sensibles, ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant;
- f) Maintenir en bon état le marquage ou piquetage dans l'ensemble de la zone d'emprise des travaux restant à exécuter ;
- g) S'assurer que ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires, et des AIPR en cours de validité, lorsque celles-ci sont obligatoires (encadrant de chantier, conducteur d'engins, intervenants sur chantier de travaux urgents) ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour l'approche des réseaux électriques ;
- h) Prendre connaissance des recommandations générales du guide technique relatif à l'encadrement des techniques de travaux (fascicule 2 du guide d'application de la réglementation, version 3) et appliquer strictement les prescriptions fixées par ce guide technique ;
- i) Prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ;
- j) Informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux :
  - De la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été communiqué dans les récépissés de DICT ;
  - Des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux.
- k) Surseoir aux travaux en cas de découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou de constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT et prévenir le MOA, s'il estime que la sécurité de ses salariés peut être mise en cause ;
- l) Signaler à l'exploitant et au responsable de projet concernés dans les plus brefs délais tout endommagement même superficiel d'un réseau, tout déplacement supérieur à 10 cm d'un réseau flexible (par exemple câbles et réseaux en polyéthylène, etc.), ou toute autre anomalie en utilisant le constat contradictoire en cas de dommage (Annexe G du fascicule 3) ;
- m) Conserver sur le chantier :
  - Les récépissés de DICT ;
  - Le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du MOA pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour ;
  - Le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont l'exploitant n'a pas fourni de plan ;
- n) Appliquer, lors d'un endommagement d'un réseau de gaz avec fuite, les quatre actions suivantes :
  - Arrêter immédiatement le fonctionnement des engins de chantier ;
  - Alerter immédiatement les sapeurs-pompiers puis l'exploitant du réseau concerné ;
  - Aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible ;
  - Accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire.

En aucun cas, l'exécutant de travaux ne doit intervenir sur les ouvrages endommagés et, en particulier, tenter de colmater la fuite, d'éteindre le gaz enflammé, de remblayer, etc...

## 4. Plan d'installation de chantier

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux (désamiantage/démolition – terrassement – à l'arrivée des engins de levage – au départ des engins de levage, etc...) :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons ;
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les retours de DICT ;
- L'implantation des réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier ;
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires, panneautage, etc. et toutes modifications apportées à la situation existant avant travaux ;
- Le principe de circulations piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier, ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- Les zones tampon de stationnement ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'aire de lavage – aire de nettoyage des roues de véhicules ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation du compteur de gaz de ville existant ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- L'implantation des échafaudages de pied.

Ces plans à jour seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

## 5. Cantonnements

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :

Ces cantonnements seront installés dans des unités préfabriquées, type bungalows

- Dans des roulottes autonomes, permettant d'accueillir chacune 4/6 personnes.

### Sanitaires

Conformément aux recommandations de la NT 27 de la CRAMIF, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 16/20 personnes, d'une douche pour 8 personnes devant utiliser cet équipement, ainsi que d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Les douches seront directement accessibles depuis la partie vestiaires, sans avoir à passer par un couloir.  
Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.  
Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

### Réfectoires

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m<sup>2</sup> environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.  
L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

### Vestiaires

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,90 m<sup>2</sup> environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Conformément à la recommandation de la CRAMIF/CARSAT, les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront du type séchantes (source de chaleur intégrée, et évacuation de l'air humide vers l'extérieur par extraction), à double compartiment avec range-casque et range-bottes, condamnation par morillon porte-cadenas.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

## **6. Bureaux de chantier**

Ils comprendront, outre le nombre de pièces nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des entreprises, compris sous-traitants, les bureaux nécessaires à la Maîtrise d'Œuvre, ainsi qu'une salle de réunion permettant d'accueillir au moins un représentant de chaque entreprise, compris sous-traitants.

L'ensemble sera meublé (chaise, bureaux, armoires, etc...), ventilé, éclairé, chauffé.

## **7. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier**

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

## **8. Repérage - Consignation des réseaux existants**

Toutes les installations maintenues actives (réseaux sous tension, canalisations sous pression, etc...) seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage de couleur rouge, avec étiquetage informant de la nature du réseau et du danger.

En limite de parcelle, les canalisations de gaz seront séparées physiquement du réseau public maintenu sous pression.

Un marquage ou un piquetage au sol permettra, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres, en projection horizontale, de l'emprise des travaux, et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux.

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise. La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au Registre de Sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'Œuvre.

## **9. Électricité provisoire de chantier**

### **Installation électrique de base à créer**

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre. La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé des cantonnements, des bureaux de chantier ;
- L'éclairage de sécurité dans l'emprise chantier : aire de livraison, pistes pour véhicules de chantier,

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA).

### **Installation électrique complémentaire à créer**

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, (compris désamiantage, chauffage en phase chantier notamment), ainsi que les réseaux de distribution. Les coffrets seront montés piètement métal, 3P+N+T, IP 65, et comporteront à minima 4PC 16 A et 2 PC 32 A. Prévoir une armoire par bâtiment.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA).

## **10. Eau potable du chantier**

### **Installation de base**

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable les cantonnements, les points de puisage nécessaire à la réalisation des travaux des lots terrassement et gros-œuvre, ainsi que l'aire de lavage/de nettoyage des roues de véhicules.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivation nécessaire, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protection nécessaire au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire vers les cantonnements et réseaux de distribution principaux), etc...

### **Aire de lavage du chantier**

L'aire de lavage sera réalisée au droit de la sortie des véhicules de chantier. Elle sera constituée de caillebotis de roulage placés dans un bassin de lavage étanche. L'ensemble sera raccordé sur le circuit d'alimentation en eau potable du chantier, ainsi que sur un bac de décantation des boues et de séparation des hydrocarbures, avant renvoi à l'égout.

Elle sera maintenue opérationnelle pendant toute la durée de la phase terrassement.



## 11. Nettoyage du chantier

Les gravais, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

Les bennes à gravats nécessaires au tri sélectif seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

## 12. Nettoyage des bureaux et cantonnements

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'Œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

## 13. Clôtures de chantier

### Clôtures de chantier

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- De gba (séparation du trafic piétons et véhicules dans l'emprise comme hors emprise) ;
- De panneaux de signalisation routière ;
- Des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- De portails, et portillon d'accès ;
- D'éléments de clôtures intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées.

Les installations provisoires ci-dessus seront évacuées en fin de travaux, afin de restituer le domaine public en l'état porté au constat réalisé avant démarrage des travaux.

En phase Démolition, les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments semi-grillagés amovibles sur lests, conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, avec menottage et jambes de force.

En phase Terrassement, les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments semi-grillagés amovibles sur lests, conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, avec menottage et jambes de force.

Les clôtures de chantier intérieures à l'emprise seront constituées par des éléments grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 2 mètres minimum.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneautage de chantier, devra être stable aux vents force 9 sur l'échelle de Beaufort (fort coup de vent). Le bureau d'étude de l'entreprise devra justifier par le calcul les dispositions adoptées en termes de tenue des supports (poteaux, lisses), de fixation du bardage et de contreventement.



## 14. Circulations horizontales des piétons

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées, libres de tout stockage et déchets, sans accumulation d'eau, etc., pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements
- Entre les cantonnements et les postes de travail.

Les circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins, par des GBA dès que nécessaire (zones de retournement des véhicules, pistes de chantier, etc...). Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneautage avertisseur adéquat.

## 15. Circulations des véhicules et engins

La circulation des véhicules est limitée à l'aire de livraison, depuis les portails d'entrée et de sortie de l'emprise.

Toutes les circulations provisoires pour les véhicules et engins, notamment les engins de levage mobiles, seront identifiées et sécurisées par barriérage avant le début de chaque phase de travaux.

La vitesse des véhicules sera limitée à 10 km/h dans l'emprise chantier. Un affichage par panneaux limitatifs sera effectué depuis l'accès véhicules, avec rappel tous les 30 m environ. Au besoin, des gendarmes couchés ou des chicanes seront aménagés aux endroits où une vitesse excessive a été constatée.

## 16. Aire de livraison

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

## 17. Zones de stockage

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Les zones de stockage devront permettre l'élingage et le désélingage de plain-pied.

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
- Aucun stockage de produits dangereux ;
- Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;
- Nettoyage ou protections des sols des circulations et parties communes (traces de gasoil, huile) ;
- Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial.

## 18. Échafaudages

Les échafaudages seront mis en commun pour les lots désamiantage, - Curage. Aucune dépose ne sera réalisée tant que les protections définitives n'auront pas été mises en œuvre et validées par le poseur.

Ils formeront protections collectives, et seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- Présentation de la notice de montage du fabriquant ;

- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise, qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Ils seront du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

Les approvisionnements seront réalisés par mise en place :

- D'un treuil électrique sur monorail ou sur bras articulé, desservant des recettes, implantées selon besoins.

L'accès aux plateaux sera réalisé par le biais d'une sapine.

L'enlèvement des gravois et déchets sera réalisé par le biais de goulottes, positionnées dans les sapines réparties en fonction des besoins, au droit des bennes.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen comprendra :

- Une réunion, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice préciseront leurs besoins à l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage ;
- Une réunion au cours de laquelle l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage fera valider les plans de montages. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte ;
- Une visite de l'échafaudage, après montage et vérification, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice valideront l'échafaudage. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte.

Les remaniements laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafauteur.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

# MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ, ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT

## 1 Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules (camions auto-déchargeables, toupies, camions-bennes), devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les Chefs de Chantier et les Chefs d'Équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

## 2 Registre de Sécurité

Chaque entreprise mettra en place son propre Registre de Sécurité du chantier. Ce document devra être tenu à jour en temps réel, et être consultable à tout moment.

Ce Registre regroupera les vérifications initiales et les vérifications périodiques, et notamment celles effectuées sur :

- Les installations électriques de chantier ;
- Les échafaudages de pied ou volants ;
- Les engins de chantier ;
- Les groupes de production autonomes.

Ce Registre enregistrera également les vérifications effectuées par la personne compétente de l'entreprise (nom et date de la vérification), notamment lors :

- De la mise en œuvre (après chaque déplacement) de treuils, palans, etc. ;
- Du montage d'échafaudages roulants ;

Ce Registre enregistrera de plus toutes les formations dispensées sur place : utilisation de lift de chantier, de treuil, etc...

### 3 Protections collectives provisoires

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la vérification journalière, la maintenance, le démontage (sauf dispositions contraires figurant dans la SOC) et l'enlèvement des protections collectives.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'Œuvre.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudés à leurs extrémités. Les « bouchons » seront proscrits.

### 5 Terrassement

Toutes les excavations (tranchées, fouilles en puits, etc.), seront sécurisées par mise en place de garde-corps périphériques ou d'un balisage en retrait d'un mètre du bord de fouille.

Un blindage sera mis en œuvre dès que le terrain le nécessitera, et dans tous les cas au-delà d'1,30 m de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur.

L'accès en fond de fouilles se fera au moyen d'une échelle installée à l'intérieur du blindage, avec fixation en partie haute et calage en partie basse.

### 6 Terres polluées

Chaque entreprise informera son personnel et celui de ses sous-traitants de la nature et de l'emplacement des terres impactées.

Chaque entreprise procèdera à une analyse de risque sur la base de l'évaluation environnementale figurant au Marché, puis veillera au port effectif des EPI prévus dans son PPSPS.

Une aire spécifique d'habillage et de déshabillage (formant sas, indépendante des cantonnements accessibles à tous), avec accès direct à la douche, poubelle spécifique, sera mise en œuvre dès le début de l'intervention.

Par temps sec, un arrosage des pistes de chantier sera effectué en continu.

Les travaux seront interrompus dès que le vent soulèvera la poussière (15 km/h environ). Les zones découvertes seront alors bâchées ou arrosées pour fixer les poussières, puis bâchées.

Les engins et camions seront nettoyés à chaque sortie du site. Toutes les bennes seront bâchées, avant sortie des camions hors de l'emprise du chantier.

Toute anomalie constatée fera l'objet des mesures suivantes :

- Information immédiate du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS ;
- Balisage, bâchage éventuel et arrêt des travaux dans la zone concernée ;
- Interdiction de la zone aux personnels et aux tiers.

## 7 Plomb

Tous les matériaux revêtus de peinture au plomb présents dans le bâtiment seront repérés par la pose d'étiquettes adhésives indiquant la présence de plomb.

Elles seront remplacées, autant que nécessaire, en cas de décollement ou disparition.

Les peintures mises à jour après démolition de contre-cloisons, habillages, etc., seront également repérées.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols avant travaux seront à la charge du Maître d'Ouvrage. Un test sera réalisé dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Les analyses d'empoussièrement surfacique sur les sols après travaux d'enlèvement des peintures et poussières contenant du plomb, seront à la charge de l'entreprise ayant effectué les travaux.

Le nettoyage des zones confinées par aspirateurs à filtration absolue, après opérations de déplombage, sera à la charge de l'entreprise en charge des travaux. Il en sera de même pour tous les matériels et équipements situés dans les zones confinées.

Les travaux ne seront considérés comme étant achevés que lorsque la concentration en plomb dans les poussières relevées aux sols sera inférieure à 1.000 microgrammes par m<sup>2</sup>, dans chacun des locaux désignés par le Maître d'Œuvre.

Préalablement à toute intervention, l'entreprise en charge des travaux évaluera les risques liés aux activités impliquant les peintures contenant du plomb, puis établira une méthodologie détaillant son mode opératoire et les mesures de prévention associées, pour l'enlèvement des peintures contenant du plomb / la déconstruction des éléments revêtus de peintures contenant du plomb / la démolition des constructions.

Cette méthodologie sera conforme aux dispositions de l'ED 909, édition 2013, et sera détaillée dans le P.P.S.P.S. de l'entreprise, qui devra être transmis à l'Inspecteur du Travail ainsi qu'aux services prévention de la CRAM et de l'OPPBTP.

Chaque entreprise en charge des travaux sur les peintures contenant du plomb vérifiera, à proximité des confinements et de la sortie de sas, par des campagnes d'analyse de l'air, qu'elle n'expose pas les intervenants et les tiers à un risque CMR.

Les chantiers tests, avec mise en place de confinements, sas, pédiluves, etc....ainsi que les prélèvements d'air sur opérateur (mesure de la VLEP, mesure de la VME), seront à la charge de l'entreprise attributaire des travaux.

L'entreprise en charge des travaux devra notamment :

- La protection des sols, et notamment des planchers bois ;
- La mise en œuvre de déprimogènes...
- L'installation des sas à 3 compartiments, vestiaires doubles, douches, pédiluves, poubelles, etc. ;
- La mise en œuvre des EPI adaptés (ventilation assistée obligatoire, combinaisons intégrales, bottes) ;
- La mise en big-bags à fermeture étanche ;
- L'évacuation en décharge de classe appropriée ;
- La récupération des eaux de lavage chargée en poussières de plomb.

L'enlèvement des peintures au plomb (parois murales, menuiseries et châssis maintenus en place, ouvrants conservés) sera réalisé par un décapant du type BIOSMART de chez PROTECORE (ou équivalent).

L'entreprise en charge des travaux veillera à ce que :

- Les personnels affectés aux opérations les exposant aux poussières issues de peinture au plomb aient reçus une formation à la sécurité adaptée à ce type de travaux. Cette formation aura été validée par une attestation, qui sera tenue à disposition des organismes de prévention et de contrôle ;
- Les personnels soient suivis médicalement (prise de sang notamment), avant et après intervention.

Les tests de lixiviation seront à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

## 8 Amiante

Tous les matériaux contenant des fibres d'amiante, présents dans les bâtiments, seront repérés par l'entreprise en charge des travaux, y compris curage dans les volumes concernés, au moyen d'une étiquette adhésive réalisée sur le modèle ci-contre ou au moyen d'un marquage à la bombe de peinture avec identification par le symbole (A).

L'entreprise en charge des travaux devra le remplacement, autant que nécessaire, de ces étiquettes, en cas de décollement ou de disparition, et la mise à jour du marquage et de l'identification à l'avancement des travaux de curage.

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de retrait qui détaillera, niveau par niveau, les d'installations de chantier.

Les éventuels travaux en sous-section 4 feront l'objet d'une note méthodologique détaillée.

L'alimentation en eau des sas et de la base vie d'approche sera réalisée par l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux effectuera l'alimentation électrique de ses installations de façon séparée, depuis le coffret mis à disposition par l'entreprise en charge de l'alimentation électrique de chantier.

Cette installation sera secourue; la mise en œuvre d'un groupe autonome de puissance adaptée est à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux implantera ses déprimogènes de façon à minimiser les nuisances sonores vis-à-vis des autres intervenants, comme vis-à-vis des tiers (passants, voisinage).

Dans le cas où des personnels autres que ceux de l'entreprise en charge des travaux seraient amenés à intervenir ou circuler à proximité de ces déprimogènes, l'entreprise en charge des travaux devrait la mise en œuvre de bâches ou de cloisons acoustiques, abaissant le niveau de bruit à moins de 75 db mesurés à 1m de l'appareil.

Les analyses environnementales type META seront réalisées par l'entreprise en charge des travaux, sur la base de relevés quotidiens, aux emplacements définis par la stratégie d'échantillonnage réalisé par le laboratoire de l'entreprise. Cette stratégie d'échantillonnage qui est intégré au PRC, sera soumise à avis de la Maitrise d'Œuvre.

Les mesures de restitution 1 (mesures de « fin de chantier amiante ») seront établies par l'entreprise en charge des travaux.

Une mesure de restitution après déconfinement sera réalisée par le Maître d'Ouvrage, avant poursuite des travaux.

Les mesures de restitution 2, avant restitution des locaux aux occupants, sont à la charge du Maître d'Ouvrage, en application du Code de la Santé Publique.

Les contrôles visuels sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Ils seront effectués aux dates définies d'un commun accord avec l'entreprise en charge des travaux, dates proposées au Maître d'Œuvre au moins 15 jours avant intervention du contrôleur visuel.

## 10 Zoonose

Pour lutter contre les risques liés à la présence de fientes d'oiseaux dans le bâtiment (ornithose-psittachose), une opération d'assainissement des locaux affectés sera menée avant toute intervention dans les existants.

Une base vie provisoire sera implantée dans la partie saine du bâtiment. Cette base vie comportera des vestiaires à double compartiment, un double sas, une douche, et un conteneur à fermeture hermétique.

Le double sas sera installé de manière à séparer les zones saines des zones affectées, et à permettre l'habillage et le déshabillage, avec les EPI adaptés: combinaison intégrale avec cagoule et sur chaussures, gants, demi-masque avec ventilation assistée.

Les personnels affectés aux travaux d'enlèvement des fientes devront avoir été formés à l'utilisation d'EPI à ventilation assistée, et avoir été reconnus aptes par le médecin du travail.



## 11 Curage– déconstruction

Avant début des travaux, l'entreprise en charge des travaux vérifiera :

- La conformité des diagnostics plomb et amiante « avant travaux » ;
- La solidité des planchers, escaliers, etc. ;
- La consignation effective de tous les réseaux ;
- L'absence de trémies ouvertes, abouts de planchers non protégés, etc. ;
- L'absence de particules de plomb dans les poussières aux sols (lingettes et analyses d'empoussièrement).

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des MPCA repérés et identifiés par étiquette ou marquage à la bombe de peinture.

Les locaux comportant des matériaux issus de la liste A, classés en niveau 3, seront interdits d'accès aux personnels ne pouvant justifier d'une formation adéquate.

L'entreprise en charge des travaux donnera à chaque intervenant la consigne de ne pas intervenir à proximité des matériaux repérés par la pose d'étiquettes indiquant la présence de peintures au plomb.

Avant toute dépose de garde-corps existants, des protections collectives provisoires seront mises en œuvre.

En cas de dégagement de poussières ou de fumées, des extracteurs d'air THE et des gaines évacuant les poussières en suspension dans l'air vers l'extérieur seront impérativement mis en œuvre par l'entreprise en charge des travaux.

En cas de besoin, des cheminements horizontaux provisoires seront réalisés sur chaque plancher, de façon à permettre la circulation sécurisée des intervenants.

## 12 Démolitions

### Bâtiment du Gardien



## **Bâtiment avoir**



Avant toute action sur site, l'entreprise en charge des travaux s'assurera :

- Qu'elle est en possession des examens visuels réalisés après désamiantage ;
- Qu'elle est en possession de tous les retours de DICT ;
- Qu'elle est en possession des P.V. de consignations des réseaux ;
- Qu'elle est en possession du diagnostic structure réalisé par son BET (notamment en mitoyen);
- Que les bâtiments et installations sont vides de tout occupant, y compris occupants sans titre ;
- Que le renouvellement de l'air et l'éclairage des postes de travail sont suffisants.

L'entreprise en charge des travaux intégrera la présence de sous-sols dans son mode opératoire et le choix de ses matériels et équipements.

L'entreprise en charge des travaux vérifiera que tous les réseaux électricité, gaz, eau, etc., aériens comme souterrains, ont bien été consignés et déconnectés physiquement, sur l'ensemble des sols et espaces concernant l'opération.

Le mode opératoire retenu par l'entreprise en charge des travaux limitera la transmission des chocs aux constructions et terrains avoisinants.

Les méthodologies de désolidarisation des corps de bâtiments vis-à-vis des constructions mitoyennes feront l'objet d'une étude préalable à toute intervention, visée par le bureau d'étude l'entreprise en charge des travaux, et présentée au Maître d'Œuvre ainsi qu'au Coordonnateur SPS.

Avant intervention sur les poteaux, poutres, planchers, l'entreprise en charge des travaux fera valider sa méthodologie par son bureau d'études. Cette méthodologie validée sera communiqué au Maître d'Œuvre ainsi qu'au CSPS, avant démarrage des travaux.

Tous les intervenants présents sur site pendant les opérations de démolition porteront un gilet jaune à bandes rétro-réfléchissantes.

L'entreprise en charge des travaux prendra toutes les dispositions pour limiter l'émission de poussières à la source (brumisation notamment), emploiera des engins avec cabines en surpression, privilégiera l'émiettement et le



morcellement et mettra en œuvre tous matériels permettant d'éviter les risques (tapis de sol caoutchouc, tapis-écrans caoutchouc suspendus ou portés, écrans en tôle sur structure échafaudée, filets et bâches, etc.).

L'entreprise en charge des travaux mettra en place au moins un dispositif de brumisation, relié au réseau d'eau potable du chantier, ou alimenté par une cuve autonome.

Chaque bras de pelle mécanique sera équipé d'un dispositif d'arrosage.

En complément, des lances à eau (diamètre 40 mm minimum) devront être mises en batteries pour maintenir les tas de gravois humides.

En cas de découverte de parties d'ouvrages suspects, ou ne correspondant pas aux prévisions et hypothèses prises en compte par le bureau d'études de l'entreprise en charge des travaux, (puits, fosses, fissurations, infiltrations, affaiblissement des porteurs, etc.), le personnel à l'origine de la découverte devra immédiatement assurer la sécurité des autres intervenants, ainsi que des tiers.

L'entreprise en charge des travaux assurera la mise en sécurité du site au moment de son départ: protections collectives en place et vérifiées, sapines d'accès en fond de fouilles, etc...

### 13 Protections collectives provisoires contre le bruit

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

### 18 Protection contre l'incendie

La prestation consistera à placer (et à remplacer au besoin) un extincteur par cage d'escalier, ainsi qu'à proximité des locaux à risque (armoires électriques, etc...).

La prestation consistera à placer des extincteurs, accessibles pendant les heures d'ouverture du chantier, en nombre suffisant et de type adapté aux risques rencontrés, dans un local ou placard dédié des bureaux dans les cantonnements. Le personnel sera informé de leur emplacement et formé à leur maniement.

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

## **19 Mise en œuvre de produits dangereux - Gaz d'échappement**

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels devront choisir les produits les moins dangereux et se conformer aux recommandations portées aux fiches de données de sécurité, qui seront transmises au Coordonnateur.

Chaque entreprise devra capter les polluants à la source, ventiler les locaux de travail, former et informer leur personnel, et fournir les vêtements et équipements de protections individuelles appropriés.

Les engins à propulsion thermique (Mini-pelles, etc.) ne pourront être mis en œuvre qu'en l'absence d'équivalent à propulsion électrique.

Chaque entreprise devra isoler ses zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état.

## SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS EN EXPLOITATION

### 1. Activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel est implanté le chantier

Le chantier se déroulera en milieu occupé.

Dans l'exécution des travaux, chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par le Chef d'Établissement lors de l'Inspection Commune.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier : toitures, échafaudages, installation électriques provisoires, trémies, caves, ainsi qu'aux matériels et matériaux.

Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations des parties communes.

Les portes d'accès, les portes secondaires et celles des locaux communs seront maintenues fermées en permanence, pour éviter toute intrusion.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

Les parties communes seront nettoyées quotidiennement.

Tous les accès, et notamment les issues de secours, devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire (montage/démontage) devra avoir été validée par le Maître d'Ouvrage.

## MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS

### 1. Autorité et moyens donnés au CSPS par le Maître d'Ouvrage

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

### 2. Conditions de coopération avec le CSPS

La Coordination de chantier en termes de Sécurité et de Protection de la Santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de Co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la Co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspections Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Le Registre Journal de la CSPS sera consultable par tous les intervenants, par le biais du lien internet figurant en tête des livrables.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.

### **3 Visite d'Inspection Commune- P.P.S.P.S.**

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Le CSPS convoquera l'entrepreneur à sa Visite d'Inspection Commune.

Cette visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence du représentant de l'Entreprise Générale.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délais contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la Co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

### **4 Modalités de coopération entre entrepreneurs, employeurs, travailleurs indépendants**

Chaque matin, les Chefs d'Équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur Co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au Registre de Sécurité, et contresigné par les Chefs d'Équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

### **5 Enchaînement des tâches**

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une Co-activité ou une superposition de tâches.

## 6 Travaux superposés

Les Chefs d'Équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâches conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au Registre de Sécurité, et contresigné par les Chefs d'Équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en-dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

## 7 Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

## 8 Non-respect des dispositions du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'Œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

En cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur (s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

## ORGANISATION DES SECOURS

### 1. Procédures - Accès

Le Coordonnateur devra être informé par chaque entreprise de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le Chef de Chantier de chaque entreprise. L'Inspection du Travail, la CRAMIF et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

Afin de pouvoir donner rapidement les premiers secours au travailleur blessé au cours du travail, une nacelle d'évacuation sera en permanence accessible au crochet de grue. Cette nacelle sera à jour de sa vérification périodique.

### 2. Téléphone

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s),

À leur arrivée sur site, les Chefs de Chantier et Chefs d'Équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, du bureau de chantier, etc.

### 3. Sauveteurs Secouristes du Travail

Les entreprises désignées en page 2, « organisation de chantier », assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

### 4. Trousses de secours

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement).

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

### 5. Zone de rassemblement

La zone de regroupement sera désignée, au début des travaux, et si nécessaire, à chaque phase de travaux,

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

**AFFICHAGE DE SÉCURITÉ**

# EN CAS D'ACCIDENT

**APPELEZ LES POMPIERS**

 **18/112**

**ET DITES :**

1. **ICI CHANTIER** **DE DÉMOLITION**

**ADRESSE :** Couvent des Cordelières – 15, rue André-François Poncet  
**77160 PROVINS**

**POINT DE REPÈRE :**

**TÉLÉPHONE DU CHANTIER :**

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

2. **PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT**

3. **SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSÉ (S) ET LEUR ÉTAT**

4. **FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS**

**ENVOYEZ QUELQU'UN À L'ENTRÉE DU CHANTIER POUR GUIDER LES SECOURS.**

**PUIS PRÉVENEZ LES REPRÉSENTANTS DE LA DIRECTION DE CHANTIER**



## DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SÉCURITÉ

### PARTIE À REMPLIR PAR LE CSPA

Adresse pour accès véhicules au chantier	<i>Couvent des cordelières – 15, rue André-François Poncet à Provins (77)</i>
Contraintes horaires et livraisons	<i>À préciser</i>
Zones tampons de stationnement	<i>À préciser</i>
Contraintes particulières du site	<i>À préciser</i>

### PARTIE À REMPLIR PAR L'ENTREPRISE

Nom de l'Entreprise	<i>À préciser</i>	Adresse	<i>À préciser</i>
Nom du réceptionnaire	<i>À préciser</i>	Téléphone GSN/mail	<i>À préciser</i>
Plage horaire de livraison	<i>À préciser</i>		<i>À préciser</i>

Nom du Chef de manœuvre	<i>À préciser</i>	Téléphone GSN/mail	<i>À préciser</i>
-------------------------	-------------------	--------------------	-------------------

Hauteur libre et largeur libre du portail d'accès véhicules	<i>À préciser</i>	Dimensions de la zone de déchargement et surcharge admissible	<i>À préciser</i>
Nature du sol de la zone de déchargement	<i>À préciser</i>	Engin de levage utilisé pour l'opération.	<i>À préciser</i>
Engins de manutention disponibles pour l'opération	<i>À préciser</i>	Obstacles à prendre en compte lors de l'opération	<i>À préciser</i>
Capacité de levage de la grue de chantier	<i>À préciser</i>	Surface et charge utile de la recette à matériaux	<i>À préciser</i>

*Projet de PIC*